

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 22 - 24 mai 1996

RAPPORTS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE PROJETS APPROUVES

Point 5 e) de l'ordre
du jour

F

Distribution: GENERALE
WFP/EB.2/96/5-E/Add.2
25 mars 1996

ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET COLOMBIE 2740 (Elarg.1)

Soutien aux activités soci-économiques et à la protection de l'environnement dans les communautés autochtones

Coût total des produits alimentaires	7 000 000 dollars
Coût total pour le PAM	8 010 000 dollars
Date de l'approbation par le CPA	28 octobre 1993
Date de la signature du plan d'opérations	15 juillet 1994
Date d'acceptation de la lettre de démarrage	12 septembre 1994
Date of la première distribution	1 ^{er} janvier 1994
Durée de l'aide du PAM	Quatre ans
Durée du projet au 30 septembre 1995	Un an et neuf mois

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE A L'INTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.
2. Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.
3. Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.
4. Les fonctionnaires du PAM qui traitent ce document sont les suivants:

Directeur régional: F. Roque Castro tél.: 5228-2207
Chargé des opérations: J. Conway tél.: 5228-2308
5. Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).

BUT DU PROJET ET DE L'AIDE DU PAM

1. Le projet appuie le processus national de réconciliation et met en oeuvre les stratégies gouvernementales d'atténuation de la pauvreté et d'aide aux catégories sociales marginalisées, telles que les communautés autochtones établies dans huit microrégions où les besoins fondamentaux sont le moins satisfaits.
2. Les objectifs immédiats du projet sont les suivants:
 - a) appui à la mise en place d'une infrastructure rurale sociale et productive;
 - b) appui à la remise en état et à la protection des microbassins versants dégradés;
 - c) appui à des activités rémunératrices par la fourniture de crédit, d'une aide technique et d'une formation aux entreprises indigènes.

EXECUTION

3. Depuis sa première phase, en 1988, le projet est exécuté par le Bureau de la présidence, par l'intermédiaire d'un organe semi-autonome, initialement appelé Secrétariat pour l'intégration populaire. Cette unité a par la suite été restructurée et rebaptisée Plan national de redressement puis, en 1994, Réseau de solidarité sociale (RSS). Le directeur du RSS assure la liaison entre le PAM et le gouvernement pour toutes les questions de politiques.
4. Le gouvernement a créé une Unité d'administration du projet comprenant 32 cadres à plein temps, un Directeur national, trois chefs de zone, huit responsables nationaux, treize responsables régionaux et sept agents chargés du soutien logistique. Le personnel régional vit en permanence dans les zones du projet et se maintient continuellement en contact avec les bénéficiaires. La programmation des activités et les prises de décisions sont fortement décentralisées.
5. Les dépenses de fonctionnement de l'Unité d'administration du projet, notamment les salaires, bureaux locaux, équipement, fournitures, services de soutien et tous les frais de déplacement des agents de terrain, sont financées par le gouvernement, par le biais d'un projet de coopération signé avec le PNUD (Projet COL/PNUD 92/007), prévoyant des arrangements spéciaux pour le partage des coûts. La valeur totale de ce projet de soutien est de 6,47 millions de dollars et la part revenant au gouvernement se monte à 6,33 millions de dollars.
6. Dans sa première phase, le projet se concentrait sur les zones andines et les vallées inter-andines situées dans cinq départements (Cauca, Cordoba, Sucre, Nariño et Tolima). Pour la phase d'élargissement, le projet a été étendu à huit microrégions où la concentration de populations autochtones est la plus forte. L'effectif de bénéficiaires est passé de 20 000 à 32 560 familles, soit 40 pour cent de la population indigène.



GESTION DE L'AIDE ALIMENTAIRE

7. Durant la première phase, qui a pris fin en août 1993, le PAM a expédié les produits alimentaires pour les distribuer directement aux bénéficiaires. Sur les 8 050 tonnes engagées, 8 038,7 tonnes ont été réceptionnées au port. Sur cette quantité, 7 500,4 tonnes ont été distribuées aux bénéficiaires et 530,2 tonnes ont été monétisées en vue de constituer un fonds d'investissement destiné à faciliter la mise en oeuvre d'activités rémunératrices; le reste, soit 8,1 tonnes, étant des pertes post-c.a.f. (0,1 pour cent du total reçu).
8. Entre août 1993 et décembre 1994, une "opération-relais" a été mise en oeuvre pour continuer à appuyer les plans de travail des communautés autochtones pendant cette période. Au total, 2 690 tonnes de blé ont été engagées et monétisées dès leur réception, ce qui a permis de dégager 561 355 dollars. Sur ce montant, 407 460 dollars ont été consacrés à l'achat de produits locaux dans les zones du projet. Le solde, soit 153 895 dollars, a été alloué à un fonds de crédit ("capital d'amorçage"), constitué pour financer les activités productives des bénéficiaires.
9. Pour la phase d'élargissement en cours, qui a débuté en janvier 1995, on a continué à monétiser le blé pour acheter des produits locaux et constituer le fonds de crédit destiné à servir de capital d'amorçage, selon les modalités adoptées à titre d'essai pendant l'opération-relais, telles qu'elles ont été approuvées par le CPA à sa trente-sixième session. Sur l'engagement total de 50 000 tonnes de blé, une première livraison de 25 000 tonnes a été réceptionnée et monétisée par l'Institut de commercialisation des produits agricoles (IDEMA), qui est l'organisme responsable de la manutention des denrées au port, et de leur transport jusqu'aux entrepôts centraux. Les recettes ainsi dégagées se sont élevées à 4 665 000 dollars (montant supérieur aux coûts c.a.f et aux frais de manutention au port), dont 76 pour cent sont utilisés pour l'achat de produits locaux et le solde pour constituer le fonds de crédit. Une fois achevé le processus de monétisation, le transfert des fonds de l'IDEMA au PAM a été retardé en raison des formalités d'enregistrement et de questions de trésorerie, mais ces problèmes sont aujourd'hui résolus.
10. Les produits sont achetés par un Comité d'achat des produits, établi conformément aux accords convenus entre le PAM et le gouvernement, et composé de représentants des deux parties. Ce Comité effectue une analyse technique des réponses aux appels d'offre que lui transmet l'Unité technique du projet pour chaque microrégion. Il soumet ensuite ses recommandations d'achat au Directeur du RSS, qui approuve les conditions d'achat et autorise les décaissements. Le personnel de projet local certifie que les livraisons reçues par les communautés participantes sont conformes en quantité et en qualité aux dispositions prévues.

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT

11. Le gouvernement a alloué une part importante des fonds de contrepartie au projet, ce qui témoigne de la priorité qu'il lui accorde. Pour la première phase, l'allocation

prévue était de 2 303 000 dollars. A l'achèvement du projet, sa contribution effective s'élevait à 9,1 millions de dollars, y compris les fonds gérés par le PNUD pour l'Unité d'administration du projet et les ressources de contrepartie (personnel, matériels, intrants, transport etc.), qui ont servi à mettre en oeuvre 9 500 petits projets dans les zones indigènes. Ces chiffres reflètent non seulement l'importance que le gouvernement attache au projet, mais aussi la capacité de gestion de l'Unité d'administration.

12. Pour la première année de la phase d'élargissement, la contribution du gouvernement s'élevait, au 31 décembre 1995, à 2 975 570 dollars, soit 104 pour cent de l'objectif intermédiaire de contribution au titre des dépenses de personnel, de l'assistance technique, de l'achat de semences et d'outils et du fonds de crédit.

AIDE EXTERIEURE

13. Le gouvernement a signé deux projets de coopération avec le PNUD, pour appuyer la gestion et la mise en oeuvre du projet: le premier (UNDP/COL 86/001) s'intitulait "Appui au projet PAM COL 2740", et le second était un document préparatoire pour l'élaboration de la phase d'élargissement (PNR-UNDP COL 92/007) - "Appui au développement des communautés autochtones".

EVALUATION

14. On trouvera en annexe un tableau récapitulatif des réalisations pour les trois premiers trimestres de 1995, décrivant les travaux exécutés et le nombre de rations distribuées pour les principales composantes du projet.
15. Alors que pour certaines activités, comme les aqueducs, les travaux de voirie, la construction de ponts et les petits réseaux d'irrigation, les réalisations ont dépassé l'objectif fixé, le nombre de rations alimentaires effectivement distribuées reste très en-deçà de l'objectif. Ceci s'explique par le fait que la distribution des rations aux communautés qui n'ont pas terminé leurs travaux a été retardée, la règle étant de ne commencer les distributions qu'après confirmation par le personnel régional de l'achèvement des travaux. Les objectifs de distribution des rations alimentaires n'ont donc été atteints qu'à concurrence de 31 pour cent; en outre, 240 610 rations coorespondant à des travaux entrepris en 1995 ne seront distribuées qu'au premier trimestre de 1996.
16. Dans l'ensemble, on estime qu'à la fin de 1995, première année d'exécution, le projet avait atteint environ 59 pour cent de ses objectifs matériels, les composantes d'infrastructure communautaire, de gestion et de conservation des ressources naturelles et de formation étant celles qui accusent le plus de retard. Deux facteurs expliquent ces résultats médiocres: le transfert tardif des fonds de l'IDEMA et des institutions gouvernementales régionales de contrepartie, et le non-achèvement dans

les délais prévus des plans de travail élaborés par chacune des communautés participantes, dans les huit microrégions.

17. La composante crédit a aussi subi des contre-temps, principalement parce que les mesures préparatoires n'étaient pas terminées. Pendant le premier semestre de 1995, l'Unité d'administration et le PAM ont achevé la révision du Manuel de crédit et le Plan quadriennal de décaissement. En juin 1995, le Comité des crédits a commencé à se réunir en sessions ordinaires, au cours desquelles ont été approuvées les textes réglementaires et le Programme de crédit.
18. Les équipes d'assistance technique et les institutions bancaires participantes chargées de l'administration et du déblocage des fonds ont été sélectionnées et engagées par contrat. Pour le deuxième semestre de 1995, des prêts de 460 123 dollars au total ont été approuvés à Tolima et Narino, pour financer des activités de production et de commercialisation de produits agricoles et des projets agro-industriels. Pour 1996, 85 demandes de crédit, d'une valeur totale de 2 334 615 dollars, ont été identifiées et seront traitées par le Comité des crédits, une fois l'examen technique effectué.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

19. Même si le rythme d'exécution a été lent au début, le projet reste un moyen efficace de mise en oeuvre des principales politiques stratégiques prévues dans le cadre du Plan de développement social du gouvernement, puisqu'il permet à quelques-unes des communautés les plus pauvres du pays d'accéder aux ressources de l'Etat - matérielles, budgétaires et techniques - ce qui facilite l'exécution des plans de développement élaborés au niveau local.
20. L'aide alimentaire du PAM a joué un rôle important de transfert des revenus aux communautés bénéficiaires, grâce à la méthode adoptée qui consistait à fixer un calendrier précis pour le démarrage et l'achèvement de toutes les activités, depuis la création d'infrastructures rurales, jusqu'à l'assainissement de base ou la commercialisation de l'excédent de production vivrière. Dans toutes les activités du projet, ce sont les communautés qui fixent les priorités, élaborent les plans de travail et qui sont les premières responsables du suivi de la progression des travaux.
21. Presque toutes les activités ont permis d'améliorer considérablement la qualité de vie des femmes autochtones. En leur facilitant l'accès aux installations d'approvisionnement en eau et en accroissant les disponibilités de bois de feu, on a allégé leurs corvées et elles ont pu consacrer plus de temps à d'autres activités, notamment à travailler de façon productive dans leurs champs et chez elles. En outre, comme elles participent directement à la planification et à la gestion des projets communautaires, les femmes contribuent largement à l'alimentation de leurs familles et participent activement aux décisions prises au sein de leur communauté.
22. Le projet a été un catalyseur efficace, en ce sens qu'il est parvenu à inciter les institutions gouvernementales centrales et régionales à accorder des fonds d'investissement pour la mise en oeuvre des travaux d'infrastructure et du programme



de crédit. A cet égard, la gestion de l'aide alimentaire du PAM s'intègre dans un ensemble d'intrants et de services qui sont mis à la disposition des communautés autochtones.

23. D'ici à la fin du projet, le RSS et les unités d'exécution locales devront retrouver les taux d'exécution et les pourcentages de réalisation des objectifs qui caractérisaient la première phase. Tous les éléments requis sont à présent en place: les fonds destinés à l'achat de produits locaux sont disponibles, on a défini la réglementation concernant le programme de crédit et mis en place une assistance technique spécifique et une Unité d'administration du projet qui fonctionne bien; en outre, les communautés autochtones se montrent très intéressées par le projet et désireuses de participer. Pour distribuer les produits qui restent à livrer, il est préférable d'attendre que le taux de réalisation des objectifs soit devenu normal.



COMPARAISON ENTRE LES OBJECTIFS ET LES REALISATIONS - Première année d'exécution 1/1/95 - 31/12/95

Composante	Activité	Unité de mesure	Prévisions		Réalizations		Pourcentage de réalisation	
			Objectifs	Nombre de rations	Objectifs	Nombre de rations	Objectifs	Nombre de rations
Assainissement de base	Acueducts		400	15 696	2 100	30 415	525	193
	Alimentation en eau		15 650	25 353	80	5 370	0,5	21,2
	Eaux usées		3 400	62 866	1 200	10 600	35	17
	Latrines (à eau)		2 805	25 245	194	9 815	7	39
Total partiel			129 160	3 574	56 200			44
Infrastructure routière	Travaux de voirie	km	148	149 560	511	27 980	345	20
	Construction de ponts	unité	13	6 994	18	3 306	139	47
	Drainage de routes	unité	465	34 895	26	4 250	6	12
	Total partiel			185 429	555	35 536		19
Infrastructure de production	Petits réseaux d'irrigation	système	2	5 484	20	5 065	1 000	92
	Petites constructions	unité	78	30 576	44	13 025	56	43
	Total partiel			96 060	64	18 090		50
Infrastructures communautaires	Constructions à usage collectif	unité	153	74 551	156	21 206	34	31
	Gestion des ressources naturelles	global		166 504		16 332		10
Formation	Organisation collective	événement	413	10 063	139	3 090	31	31
Total			4 438	657 233	4 438	150 454	22,9	31

ANNEXE I



ANNEXE II**EXECUTION, EN NOMBRE DE RATIONS, TONNAGE ET VALEUR**

	Nombre de rations	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
Rations distribuées	150 454	495,1	440 361
Rations en attente de distribution	240 610	793,62	769 952
Total	391 064	1 288,7	1 210 313

Pourcentage de réalisation du projet = 59,9 pour cent, soit 391 064 rations.